

Collectif brestois "Chernobyl Day - Devezh"
AE2D
Locaux associatifs – 10 rue Hegel
29200 BREST

Monsieur Nicolas Sarkozy
Président de la République

Brest, le 26 avril 2008

Objet : Commémoration de Tchernobyl

Monsieur le Président de la République

En participant au "Chernobyl Day - Devezh", 22 ans après le début de la catastrophe de Tchernobyl, nous voulons, tout en rappelant les conséquences de ce terrible drame pour les générations actuelles et futures, mettre l'accent sur quelques faits relatifs au nucléaire militaire :

- La France est depuis 1992 signataire du Traité de Non Prolifération nucléaire. L'article VI de ce traité lui fait obligation d'engager et de poursuivre avec les autres Etats nucléaires signataires du TNP des négociations de bonne foi en vue d'éliminer leurs arsenaux nucléaires.
Non contente de n'avoir jamais cherché à tenir cet engagement, la France s'apprête à le bafouer une fois de plus sans vergogne. Deux événements récents, quasi simultanés, ont eu lieu : en rade de Cherbourg, le lancement d'un quatrième Sous-marin Nucléaire Lanceur d'Engins de nouvelle génération, baptisé « le Terrible », du nom de son prédécesseur d'ancienne génération ; dans les Landes, un nouvel essai du missile M51 qui doit renouveler la panoplie des quatre SNLE-NG.
Après avoir réclamé et obtenu du Conseil de sécurité de l'ONU un nouveau train de sanctions contre l'Iran basé sur l'hypothèse – fondée ou non, on peut en discuter – que ce pays veuille un jour se procurer les mêmes armes qu'elle, grâce à des installations d'enrichissement de l'uranium dont elle-même dispose, la France n'hésite donc pas à défier la communauté internationale en modernisant l'arsenal qu'elle est censée devoir éliminer.
Il est non moins paradoxal qu'elle le fasse au moment où le Premier ministre Gordon Brown, chef du gouvernement de l'autre puissance nucléaire membre de l'Union Européenne, déclare la Grande-Bretagne prête à mettre en œuvre l'article VI du TNP.
- Alors que quatre anciens responsables républicains des Etats-Unis - G. Schultze, W. Perry, H. Kissinger et S. Nunn – soutenus par l'ancien président de l'URSS Mikhaïl Gorbatchev et par la secrétaire au Foreign Office, Mrs Margaret Beckett ont expliqué que la seule manière d'échapper à la prolifération nucléaire, par l'Iran et d'autres, est pour les USA de réduire substantiellement son propre arsenal entraînant les autres puissances nucléaires dans la même voie (janvier 2008).
- Alors que l'ancien directeur de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) Monsieur Hans Blix, a appelé, à Alger, en mars 2008, à "libérer le monde de l'arme nucléaire" pour éviter un "suicide mondial rapide" et plaidé pour un système de sécurité international multilatéral.
- Alors que les Eglises appellent à la dénucléarisation du monde

.../...

- Particulièrement exposée aux risques nucléaires, liés à la présence de la FOST (Force Océanique Stratégique) à la pointe de Bretagne (Ile Longue, Presqu'île de Crozon, arsenal de Brest), la population civile de Bretagne occidentale est "prise en otage, paralysée, anesthésiée" dans le cadre d'un manque de démocratie et de transparence teintée, parfois, de quelques tentatives de simulacre ou de façade. C'est la culture du silence, du secret, du mensonge qui prédomine pour le nucléaire civil comme pour le nucléaire militaire : accidents, incidents, coûts occultés, sous-préfet limogé, responsables associatifs poursuivis, ... Nucléaire et démocratie seraient-ils incompatibles ?
- Selon l'ouvrage "Audit Atomique" de Bruno Barillot sur le coût global de l'arsenal nucléaire militaire français pour la période 1945-2010 d'un montant colossal, estimé à 1 891 milliards de francs (soit 288 milliards d'euros) seulement à peine 0,213 milliard d'euros sont affectés au programme civil de défense, soit un pourcentage insignifiant (0,7 pour mille) pour la protection des civils. Ainsi à Brest, exposée au risque nucléaire militaire depuis plus de trente ans, malgré un PPI (Plan Particulier d'Intervention) sans cesse révisé, aucun exercice de sécurité civile n'a encore eu lieu.
- etc...

Monsieur le Président, le nucléaire tue l'avenir ! N'engageons pas la France, ni l'Europe dans sa promotion ! Sortons-en au plus vite !

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération.

Pour le collectif, Roger Abiven



Collectif brestois "Chernobyl Day - Devezh" :

Agir pour l'Environnement et le Développement Durable (AE2D), Belarus ha Breiz, Greenpeace, Les Verts brestois, LCR Brest, Pour Brest, la gauche debout !, Union Démocratique Bretonne